

# GÉNOCIDE À GAZA, RÉPRESSION EN CISJORDANIE, DÉLÉGITIMATION DE L'UNRWA

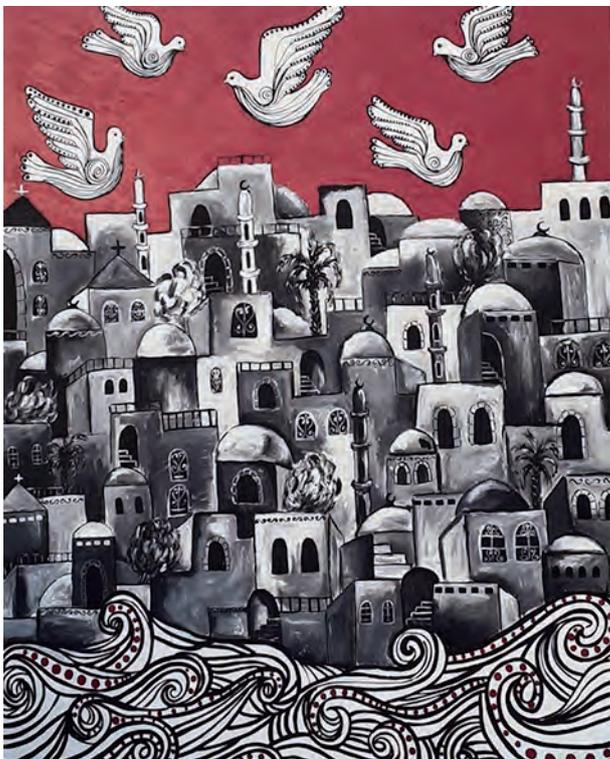
Le gouvernement d'extrême-droite israélien a fait de Gaza un enfer sur terre pour ses habitants palestiniens. Depuis six mois, ils subissent la terreur des bombardements, les massacres collectifs, les déplacements forcés, les arrestations violentes, les humiliations et la torture. Maintenant, on y souffre de faim et de soif, et Israël utilise la famine comme « arme de guerre ». L'analyse précise de ce génocide en cours est détaillée ici par Claude Léostic en page 2 de ce vingt-deuxième bulletin national du groupe de travail réfugiés de l'AFPS, bouclé fin mars 2024.

Il est évidemment impossible d'appréhender la situation en Palestine occupée sans évoquer la mainmise de la colonisation et la poursuite du projet de nettoyage ethnique en Cisjordanie. Là aussi, assassinats, arrestations, transferts d'habitants et destructions massives d'habitations et d'infrastructures jettent une population déjà fragile dans une extrême précarité. À ce propos, on lira l'article de Salima Mellah en page 4.

Que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie, l'acharnement meurtrier de l'offensive militaire israélienne se focalise sur les camps de réfugiés. Là où les nouvelles formes de résistance de la jeunesse, armée ou pas, tentent de s'opposer à l'occupation. Pierre Leparoux revient sur cet aspect particulier de la répression coloniale en page 5 de ce bulletin, tandis que Sevda Demir expose en page 7 les conditions de vie particulièrement déshumanisantes et humiliantes imposées aux habitants du camp de réfugiés de Shu'fat, situé dans le nord de Jérusalem.

Depuis de nombreuses années, le gouvernement israélien mène une véritable campagne politique pour faire disparaître l'Unrwa et du même coup se débarrasser de la question des réfugiés palestiniens. Une fois encore, il a réussi à convaincre par ses accusations mensongères certains gouvernements occidentaux de suspendre le versement de leurs contributions financières. D'année en année, la situation économique et sociale dans les camps de réfugiés palestiniens se dégrade. Il est vital que le mouvement de solidarité s'engage auprès des réfugiés, soutienne l'Unrwa contre ceux qui veulent la démanteler et mène une bataille politique de fond pour que soit préservée toute la légitimité de cette agence des Nations unies. En cause le rôle fondamental qu'elle joue sur les conditions de vie de cinq millions et demi de réfugiés palestiniens, non seulement en Palestine occupée mais aussi dans les pays voisins. En remontant plusieurs années en arrière, Cécile Renaut retrace en page 9 les étapes de cette campagne politique et idéologique menée par les autorités israéliennes contre l'Unrwa.

Une fois encore, le GT réfugiés de l'AFPS nous propose un bulletin à la fois riche en informations factuelles mais aussi en analyses tout à fait utiles à celles et ceux qui souhaitent développer un travail de solidarité spécifique sur la question des réfugiés palestiniens. Un outil qu'il ne faut donc pas hésiter à faire connaître et à partager sans aucune modération !



Heba ZAGOUT. Gaza Peace.  
Peinture acrylique, 95 x 76 cm

Heba Zagout a été tuée avec deux de ses quatre enfants le 13 octobre 2023 par un bombardement israélien. Née dans le camp de réfugiés de Al Bureij en 1984, diplômée des beaux-arts de l'Université Al-Aqsa en 2007, elle enseignait l'art dans une école de Gaza, après avoir été un temps employée de l'Unrwa.

Les Palestiniens affamés et épuisés de la bande de Gaza vivent le Ramadan au milieu de la mort et des destructions. L'armée d'occupation israélienne poursuit ses raids sur diverses zones, faisant chaque jour de nouveaux martyrs et des blessés. L'échéance que s'étaient fixée les médiateurs égyptiens et qataris pour parvenir à un accord sur l'échange d'otages israéliens contre des Palestiniens détenus en Israël n'a pas été tenue. Ni les suivantes. La menace d'une attaque meurtrière contre le million et demi de personnes entassées à Rafah ne se dément pas malgré les pressions internationales.



## LA BANDE DE GAZA SOUS LES BOMBES ISRAËLIENNES CESSEZ-LE-FEU !

**L**E DÉCOMPTE MACABRE n'en finit pas. Plus de 130 000 victimes, tuées, blessées (beaucoup amputées) ou disparues sous les décombres. Près de 70 % sont des femmes et des enfants<sup>1</sup>. Plus de 60 % du territoire de la bande de Gaza est rasé, dévasté, plus de 350 000 bâtiments d'habitation sont détruits, partiellement ou totalement. Le port a disparu, la pêche est impossible, les vergers et les champs sont ravagés et inaccessibles, les arbres fruitiers brûlés. Le droit à la santé, à l'éducation, à la nourriture, auquel toute personne, tout peuple a droit, est écrasé sous les bombes. Avec la destruction des bâtiments et infrastructures administratives, éducatives et de santé, c'est toute la structure de la vie sociale, de la vie tout court dans la bande de Gaza qui est mise à mort.

1,5 million de personnes ont été déplacées de force devant l'offensive militaire israélienne<sup>2</sup>. Si certaines ont pris le risque de remonter vers le nord, elles sont pour la plupart piégées dans le sud de la bande de Gaza, à Rafah, dans des conditions épouvantables de surpeuplement et de dénuement. Tandis qu'au nord les survivants errent dans les ruines en quête d'abri et de nourriture.

**UNE FAMINE ORGANISÉE.** Israël affame délibérément le peuple palestinien de la bande de Gaza, ce qui est un crime de guerre. Pas d'eau, de nourriture, pas de carburant ni d'électricité, pas de médicaments. Des centaines de camions sont bloqués à Rafah, porte

de l'Égypte, y compris par des civils israéliens, des familles d'otages qui précédemment exigeaient la négociation. Des entrepôts de nourriture sont bombardés, les ONG qui tentent d'apporter de l'aide sont empêchées d'agir. L'Égypte renforce sa frontière à Rafah et construit un camp pour les déplacés éventuels si l'offensive israélienne contre Rafah a lieu : 100 000 places dans une cage, pour plus d'un million et demi de personnes !

La famine, « fabriquée de toutes pièces » selon *Le Monde*, est maintenant une réalité. Des enfants meurent de malnutrition et de déshydratation. Anhar Al-Shanbari, 2 ans, le 27 février, Elham Joha, 17 ans, la veille. Le 23 février, Mohammad, un nourrisson de 2 mois. Selon la directrice de la communication de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « des gens sont en train de manger des grains réservés normalement au bétail ou des plantes qu'ils trouvent dans la nature ».

La société gazaouie est traditionnellement solidaire mais la violence s'installe, des émeutes de la faim ont lieu. Les hommes se battent pour un peu de farine, pour sauver, peut-être, la vie de leurs enfants. Le largage de nourriture dans le centre de Gaza par la Jordanie, la France, les États-Unis depuis le 1<sup>er</sup> mars, très médiatisé, est perçu au mieux comme un dédouanement dérisoire et imprécis – des colis tombant en mer ou en Israël –, et même comme une complicité dans le génocide, un « processus indigne et avilissant », un

détournement des obligations des États de prévenir le génocide.

Pour un haut responsable d'Oxfam, « le fait de parachuter une quantité d'aide symbolique et dérisoire, sans même prévoir sa distribution en toute sécurité, ne servira à rien et sera profondément humiliant aux yeux des Palestiniens ». Et selon le témoignage du porte-parole de la Coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) publié par *Le Monde*, les largages aériens posent « de nombreux problèmes. L'aide qui arrive de cette manière ne peut être qu'un dernier recours, a-t-il déclaré. Le transfert par voie terrestre est tout simplement meilleur, plus efficace et moins coûteux. » Mais Israël continue de s'y opposer. Et le monde tergiverse alors qu'il faut que l'aide humanitaire entre immédiatement y compris au nord de la bande de Gaza<sup>3</sup>. La faim et les maladies tuent autant que les bombes.

**LES INJONCTIONS DE LA CIJ.** Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) ordonnait à Israël de prendre dans un délai d'un mois une série de mesures afin d'éviter des actes de génocide lors de son opération militaire à Gaza. Décision contraignante, que tous les pays sont tenus de faire appliquer. La FIDH rappelle que 152 États – dont les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, le Canada et Israël – ont ratifié en 1948 la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Le 26 février, date butoir fixée par la CIJ, Israël devait remettre un rapport détaillé sur les mesures prises. Les voici : accentuation des bombardements, ciblage des hôpitaux et des institutions culturelles et culturelles, entrave à l'acheminement de l'aide alimentaire et médicale, affamement délibéré de la population, pillage et déprédations... Construction d'une route pour couper en deux le territoire et empêcher tout déplacement vers le nord. Assassinats de civils attendant l'aide alimentaire le 29 février<sup>4</sup>. Menace qui ne se dément pas d'une attaque meurtrière contre le million et demi de Palestinien-ne-s entassé-e-s à Rafah.

Les ONG humanitaires et les Nations unies, qui ont demandé à Israël de faire en sorte que le génocide n'ait pas lieu, appellent au secours, en réitérant leur appel à un cessez-le-feu que le Conseil de sécurité de l'ONU a pu voter le 25 mars, avec abstention des États-Unis. Dans le viseur d'Israël qui fait tout pour la court-circuiter, l'Unrwa peine à assurer sa mission de soutien aux réfugiés qui constituent 70% de la population de la bande de Gaza.

**LES BUTS DE GUERRE.** « Ce niveau de violence orchestrée par une force d'occupation est un génocide », déclare Alice Mogwe, présidente de la FIDH dès le 12 décembre 2023. « Le type d'attaques et de mesures israéliennes qui ciblent davantage la population de Gaza depuis le 7 octobre, les punitions collectives, les déplacements forcés, l'utilisation par Israël de la famine comme arme de guerre (...), ainsi que les déclarations publiques et répétées de l'armée et de hauts dirigeants du gouvernement israélien, constituent autant de preuves de l'intention et des actes génocidaires d'Israël. »<sup>5</sup>

À Gaza, il ne s'agit pas d'une guerre avec le Hamas, qui ne cède d'ailleurs pas malgré les pertes subies, mais de la continuation de la guerre coloniale que mène Israël depuis des décennies. Il ne s'agit pas non plus de libérer les otages, d'ailleurs soumis aux mêmes dangers extrêmes que les Gazaouis sous les bombes israéliennes. Il s'agit, pour les dirigeants d'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv, de se débarrasser une fois pour toute du peuple palestinien.

D'abord à Gaza. Le 28 janvier 2024, Itamar Ben Gvir, ministre israélien de

la Sécurité nationale, lors d'une conférence à Jérusalem, appelait à la réinstallation de colonies juives à Gaza. Et l'on voyait des colons fanatiques religieux réussir à s'y introduire au point de passage d'Eretz le 3 mars. Par ailleurs, une forte majorité de la société israélienne (80%), choquée par l'attaque du 7 octobre, est résolument favorable à la poursuite de la guerre génocidaire contre la population de Gaza tout en étant très critique de la personne de Netanyahu. Lequel annonce des mois voire des années de guerre.

**CES ÉTATS COMPLICES.** La « communauté internationale », dont la France, s'émeut enfin devant le massacre en cours depuis six mois et veut empêcher le carnage annoncé à Rafah, mais Israël s'obstine dans sa volonté génocidaire, soutenu par les USA qui continuent de lui fournir des armes. L'Article Premier de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide stipule que « les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir ». Or elles ne le font pas, même si les pressions s'intensifient pour la mise en pratique du cessez le feu voté en mars.

Elles se gargarisent d'annonces : Construction par les USA d'une jetée flottante sur la côte de Gaza par Joe Biden, lors de son discours sur l'état de l'Union, « qui puisse accueillir de grands navires transportant de la nourriture, de l'eau des médicaments... ». Mais qui ne sera pas opérationnelle avant deux mois. Ouverture d'un cou-

loir maritime depuis le port de Larnaca (Chypre) en direction de la bande de Gaza, pour « diversifier les voies d'acheminement des aides vitales à la population ». Et arrivée très médiatisée de l'*Open Arms*, navire affrété par l'ONG World Central Kitchen, avec 200 tonnes de vivres remis à l'armée israélienne qui la transfère à des « partenaies ». Mais l'ONG a suspendu ses activités après que sept de ses volontaires internationaux ont été assassinés le 1<sup>er</sup> avril par des tirs de drones israéliens à Deir al-Balah. Un avertissement pour Médecins du Monde et Médecins sans Frontières.

On vit la fin d'un monde. Malgré la mobilisation de millions de personnes qui, partout sur la planète, protestent contre le génocide et apportent leur soutien à la population de Gaza, le droit international et l'ONU sont réduits à néant par la politique coloniale d'un État voyou dont la proximité idéologique, stratégique et économique avec les grandes puissances lui garantit l'impunité.

Tant que les pays alliés d'Israël, dont la France, lui fournissent des armes, n'exigent pas un cessez-le feu immédiat et définitif et n'appliquent pas de sanctions (économiques, en termes de coopération militaire et sécuritaire...), le génocide durera, une deuxième Nakba menacera. Et les États qui pourraient l'empêcher seront complices. L'Histoire les jugera.

**Claude LÉOSTIC**

1. Unicef. <https://urlz.fr/oeGK>
2. ONU. <https://urlz.fr/pTr0>
3. Unicef. <https://urlz.fr/pTr1>
4. MEE. <https://urlz.fr/pTr3>
5. FIDH. <https://urlz.fr/pTr4>



Horreur à l'hôpital Al-Shifa évacué le 30 avril après 11 jours d'opérations de l'armée israélienne : plus de 300 personnes massacrées, beaucoup exécutées les mains attachées, certaines écrasées par des chars, brûlées ou coupées en morceaux par des missiles, des restes humains partout, en décomposition... <https://urlz.fr/q85b>

À l'ombre du génocide perpétré par Israël dans la bande de Gaza se déroule en Cisjordanie occupée une autre forme de guerre moins retentissante mais qui participe tout autant du projet sioniste d'épuration ethnique. Assassinats, arrestations, transferts d'habitants, destructions massives d'habitations et d'infrastructures et vol de terre jettent une population déjà fragile dans une extrême précarité.

## LA CISJORDANIE PUNIE ET COLONISÉE

EN CISJORDANIE, l'armée s'acharne particulièrement sur les camps de réfugiés où se concentre traditionnellement et présentement une forte résistance civile et armée. Elle procède à des incursions dans les villes et villages, arrête des jeunes, des militants politiques et des droits de l'homme sous prétexte de rechercher des suspects et des « terroristes ». Depuis le 7 octobre 2023, plus de 7 000 personnes ont été arrêtées, plus de 400 tuées, et près de 4 600 blessées.

### ENTRE LES SOLDATS ET LES COLONS.

La Cisjordanie est depuis bouclée : routes bloquées, checkpoints mobiles et fixes à tout endroit, portes de fer et obstacles de pierres et de terre sur des axes principaux.

L'entrée principale de Ramallah près de la colonie de Beit El, empruntée par les Palestiniens venant de Jérusalem, est bloquée d'une porte en fer. Pour y accéder ils doivent faire un immense détour par le nord, rallongeant le trajet et surtout le temps passé sur la route. Traverser le poste de contrôle militaire de Qalandia pour aller travailler ou se faire soigner à Jérusalem est devenu extrêmement périlleux.

Naplouse, ville proche d'importantes colonies, fait l'objet d'un blocus militaire et les villages voisins sont régu-

lièrement attaqués par les colons. Des centaines d'habitants ont dû fuir leur domicile.

La plupart des villages de la région d'Hébron sont également fermés par des portes en fer et le passage vers le nord ne peut se faire que par un chemin de terre traversant des villages éloignés. Hébron, séparée en deux parties, est fortement impactée par les restrictions imposées depuis le 7 octobre. Les habitants de la vieille ville ont subi dans un premier temps un confinement total. La zone H1, qui représente 80 % du territoire, est censée être sous contrôle palestinien et pourtant l'armée rend la vie quotidienne des habitants impossible. « Un petit trajet pour aller faire des courses, à l'école, au travail, en zone H1, peut prendre des heures. On reste sous couvre-feu et sous confinement le week-end » dit un habitant qui songe à quitter l'endroit<sup>1</sup>.

Les camps de réfugiés sont également visés et subissent un blocus militaire, des raids de soldats, des destructions de maisons et des attaques de colons. La circulation des habitants et leur ravitaillement sont gravement entravés. Les colons israéliens, quant à eux, peuvent circuler librement sur des routes interdites aux Palestiniens<sup>2</sup>. Mais plus que cela : ils terrorisent la population isolée pour la chasser, occuper les



terres et installer de nouvelles colonies. Le hameau de Zanuta dans le sud de la Cisjordanie a vu fuir ses 250 habitants, menacés, frappés, leurs moyens de subsistance détruits<sup>3</sup>. Depuis le 7 octobre, accompagnés et protégés par les militaires israéliens dans une impunité totale, les colons ont mené un total de 1 156 attaques qui ont entraîné la mort de 12 Palestiniens. Le ministre de la Défense, lui-même colon fasciste, leur a fourni armes et uniformes militaires.

**DÉPLACEMENTS FORCÉS.** L'organisation israélienne la Paix Maintenant a recensé dix nouvelles colonies « sauvages » depuis octobre<sup>4</sup>, s'ajoutant aux 26 établies au cours de l'année dernière. Un record depuis « l'émergence » de ce phénomène sous le gouvernement Netanyahu en 1996 souligne l'organisation. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), en 2023 « 4 000 personnes ont été chassées de chez elles », plus des deux-tiers depuis le 7 octobre<sup>5</sup>. Ces déplacements font suite à des démolitions de maisons et d'infrastructures, des vols de biens et d'animaux, des occupations de terre. Israël a illégalement confisqué 8 000 dounams (800 hectares) dans la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée le 22 mars et forcé à partir 25 communautés palestiniennes depuis le 7 octobre (220 familles, soit 1 277 personnes)<sup>6</sup>.



Mona HATOUM.  
Twelve Windows,  
2012-2013. Musée  
national d'art  
moderne, Paris.  
Broderies  
palestiniennes  
réalisées par  
Inaash, association  
de femmes des  
camps palestiniens  
au Liban.  
<https://urlz.fr/q7Gn>

1. *Mediapart*. <https://urlz.fr/pTBs>
2. Les bouclages et les points de contrôle israéliens compliquent la vie en Cisjordanie occupée, *France 24* en arabe, 9 février 2024. <http://tinyurl.com/3umw4c9x>
3. *Mediapart*. <https://urlz.fr/pTBb>
4. *RFI*, 18 février 2024. <https://urlz.fr/pTLc>
5. ONU. <https://urlz.fr/pTBI>
6. *MEE*, 30 mars. <https://urlz.fr/q7Eo>
7. *Mediapart*. <https://urlz.fr/pTL0>
8. Le plan israélien de remplacement de 200 000 travailleurs palestiniens, *BBC News Arabic*, 12 février 2024. <https://urlz.fr/pTLA>
9. L'ONU met en garde contre l'augmentation de la faim en Cisjordanie, *Al Jazeera Net*, 15 février 2024. <http://tinyurl.com/335z93vr>

Les paysans de Cisjordanie subissent une recrudescence d'entraves et de mesures répressives inégalées. Des témoignages font état de « menaces et de destruction d'arbres, de pillages de récoltes. (...) De nombreux agriculteurs palestiniens n'ont plus accès à leurs terres. (...) Quand on ne peut pas aller sur sa terre, on ne peut plus récolter, on ne peut pas non plus faire fonctionner son système d'irrigation. »<sup>7</sup>

**PRÉCARITÉ ACCRUE.** Les nouvelles interdictions introduites par l'armée ont d'importantes répercussions dans tous les domaines : les malades ne peuvent être transportés à temps vers les hôpitaux, les marchandises, en particulier fraîches sont bloquées ou retardées, les étudiants ont interrompu leurs études ou sont passés au distanciel, les 200 000 travailleurs embauchés en Israël ont perdu leur permis de travail et leur emploi, des entreprises ont dû fermer.

L'Autorité palestinienne ne reçoit plus la totalité des taxes et des impôts qu'Israël a confisqués et ne peut donc plus payer intégralement les salaires des fonctionnaires. Le ministère du Travail palestinien a indiqué qu'environ 500 000 emplois ont été perdus depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza<sup>8</sup>. Les conséquences pour la population sont dramatiques. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a constaté que « l'insécurité alimentaire en Cisjordanie est passée de 350 000 personnes concernées – environ 10% de la population – à environ 600 000, le plus grand nombre d'entre elles résidant à Naplouse et à Hébron. »<sup>9</sup>

Le gouvernement israélien ne cache pas son objectif d'accélérer la colonisation de la Cisjordanie en déplaçant sa population, de préférence vers la Jordanie, et encourage les colons dans leurs expéditions meurtrières. Les États-Unis et l'Union européenne protestent mollement et réagissent par quelques mesures cosmétiques consistant à imposer des sanctions à quelques colons binationaux. En réalité ce gouvernement a carte blanche pour mener à bien son projet colonial.

**Salima MELLAH**



Une maison détruite au bulldozer par l'armée israélienne dans le camp de Nour Shams, en Cisjordanie occupée, le 6 janvier 2024. (Photo Assiya Hamza, F24)

## ACHARNEMENT MEURTRIER CONTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN CISJORDANIE

**Le 7 octobre 2023, les troupes d'occupation israéliennes étaient concentrées sur la Cisjordanie. Depuis plus d'un an en effet, l'annexion de fait de la Cisjordanie était le principal objectif de la coalition d'extrême droite au pouvoir. Dans cette stratégie de nettoyage ethnique, certaines zones sont particulièrement visées : le sud d'Hébron avec Massafer Yatta, Jérusalem-Est, et les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie.**

**C**E N'EST PAS un hasard si les camps de réfugiés sont les principales cibles de l'armée israélienne. En décembre 1987, c'est du camp de Jabaliya, au nord de la ville de Gaza, qu'a démarré la première Intifada. En 2002, le camp de réfugiés de Jénine était qualifié par l'occupant de « nid de frelons ».

Les réfugiés, qui vivent entassés dans les camps, sont les plus démunis des Palestiniens : mal logés et confrontés à un chômage persistant, ils n'ont rien à perdre, ne croient plus en la paix – peut-être n'y ont-ils jamais cru. Très attachés au droit au retour, ils font partie des Palestiniens les plus politisés. La résistance sous toutes ses formes, y compris armée, est la marque d'une jeunesse très nombreuse. Pour Israël, s'attaquer à ces noyaux durs de la résistance est une priorité dans sa conquête de la terre palestinienne.

**DES ATTAQUES COMBINÉES AU SOL ET DANS LES AIRS.** Les incursions qui ont lieu chaque semaine sont méticuleusement préparées et réalisées : on l'a vu plusieurs fois ces derniers temps à Jénine, sept fois à Nour

shams près de Tulkarem entre octobre et janvier, ou à Balata, aux abords de Naplouse. Le survol du camp par les drones annonce l'invasion. Arrivent alors les blindés et les bulldozers qui défoncent les chaussées, éventrant les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement. Ces destructions visent à empêcher les habitants de sortir en voiture et à bloquer l'arrivée des secours. Les hôpitaux sont parfois assiégés comme à Tulkarem le 17 janvier.

Les snipers peuvent alors prendre position dans les maisons et sur les toits pour contrôler les opérations qui se déroulent : tirs de missiles par des drones, bombardements de maisons. Si la population proteste l'armée tire à balles réelles, comme à Jénine le 9 novembre ou le 21 février, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Ce jour-là 14 Palestiniens ont été arrêtés.

Ces incursions peuvent durer plusieurs jours de suite, avec une logistique appuyée par les colons. Ceux-ci ont bloqué la route qui relie Jénine à Tulkarem pendant l'attaque simultanée des deux camps par l'armée. Les incursions visent souvent à capturer

un résistant qui se trouverait dans le camp, à saisir des armes et des munitions, mais elles sont aussi l'occasion d'attaquer tout un camp comme à Shu'fat (Jérusalem) le 18 février dernier, en représailles contre un habitant soupçonné d'avoir agressé un colon.

Ces punitions collectives prennent fréquemment la forme de destruction de la maison familiale d'un résistant identifié. La destruction de maisons comme punition collective était l'un des pires châtiments de la Grèce antique « comme mise à l'écart définitive de la société du transgresseur et de ses descendants »<sup>1</sup>. En Palestine, outre que cette pratique, déjà courante par le passé, constitue un crime de guerre, elle se concrétise par l'expulsion de la famille, contrainte au déplacement voire à l'exil.

**DÉTRUIRE LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE.** Chasser les Palestiniens de leur terre, exterminer ceux qui résistent ou les soumettre, tel est l'objectif de la colonisation israélienne qui s'applique de la mer au Jourdain. Cette politique vise en premier et de manière la plus brutale les camps de réfugiés dont l'existence constitue le témoignage visible du nettoyage ethnique de la Nakba. En Cisjordanie comme à



Les forces d'occupation ont «volé» la statue du cheval, symbole de la résistance, à l'entrée du camp.

Gaza – où vivaient 1,4 million de réfugiés dans huit camps –, il s'agit donc de s'attaquer à l'existence même de ces camps à travers la destruction des infrastructures et des marqueurs de la culture des réfugiés.

À Jénine, un des premiers symboles de la résistance éradiqué fut l'emblématique cheval de métal de l'entrée du camp, structure composée de morceaux de véhicules écrasés par les chars lors de l'attaque meurtrière de 2002 et aménagé avec les photos de martyrs. Un rond-point où figurait une carte de la Palestine a également été rasé, de même que le mémorial à la mémoire de Shirin Abu Akleh, journaliste assassinée en 2021 par l'armée israélienne. L'attaque du Théâtre de la Liberté de Jénine et l'emprisonnement de son président et son directeur relèvent de la même logique.

Les destructions matérielles s'accompagnent également de tortures visant à déshumaniser les Palestiniens. On a vu les longues files de prisonniers avançant courbés, les yeux bandés, le premier de la file obligé de porter un drapeau israélien. À Jénine, c'est le corps d'un Palestinien tué qui a été attaché à une voiture et traîné dans le camp. L'occupation des maisons palestiniennes s'accompagne de dégradations diverses et de saccages : graffitis,

mélange des denrées (huile, farine, riz) pour les rendre inutilisables, vol des bijoux... Cet acharnement morbide et violent se propage également aux villes adjacentes aux camps où l'armée d'occupation détruit les étals et les magasins.

## DES CONSÉQUENCES GRAVES POUR LES ENFANTS ET LA JEUNESSE.

Les enfants sont très marqués par cette guerre qui les touche directement. Certains sont blessés ou tués, et tous sont affectés par ces violences. Ils peuvent être confinés plusieurs heures dans les locaux de leur école pendant des incursions. Les attaques nocturnes sont très anxiogènes et ils connaissent tous un voisin, un ami qui a été tué. On imagine les traumatismes qui en résultent.

Les jeunes qui entrent dans la résistance se mobilisent courageusement à chaque incursion, mais leur armement est inégal face à la puissance de feu de l'occupant et leur soutien logistique est inexistant. Nombreux sont ceux qui sont tués, toute une génération est décimée.

Les massacres et destructions dans les camps de réfugiés et en Cisjordanie relèvent des mêmes armes et des mêmes méthodes qu'à Gaza. Cela procède du génocide en cours. Si Jénine est parfois qualifié par ses habitants de « petit Gaza », beaucoup s'inquiètent qu'une fois le « sale boulot » achevé à Gaza, il ne s'étende à l'ensemble de la Cisjordanie de manière plus intensive.

**Pierre LEPAROUX**

1. Walter R. Connor cité par Benoit Bréville, *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

**Les Musta'ribeen** sont des forces spéciales de l'armée et de la police israéliennes chargées de l'infiltration des Palestiniens.

Coiffés d'un keffieh, déguisés en paysans, en personnel médical, portant parfois des vêtements féminins, les musta'ribeen s'introduisent dans les camps ou les localités palestiniennes avant de sortir leurs armes camouflées sous leurs vêtements et d'attaquer.

C'est ainsi qu'un commando déguisé s'est infiltré dans l'hôpital de Jénine dans la nuit du 20 au 21 février. Ils sont allés directement à leurs chambres et ont abattu froidement trois Palestiniens qui étaient soignés dans l'hôpital.

Ces opérations ne sont pas toujours réussies. L'année dernière, un commando au volant d'un camion de laitier s'introduit dans le camp de Jénine et s'adresse à un jeune passant pour demander une adresse (celle d'un Palestinien recherché). Méfiant, le garçon donne l'alerte, le soldat est démasqué et la résistance intervient.



(Photo Majdi Mohammed/AP)

Soldats de l'armée d'occupation déployés dans le camp de Balata, novembre 2023. <https://urlz.fr/q67H>

## LES PALESTINIENS DE JÉRUSALEM-EST SOUS PRESSION

**P**ARMI les points névralgiques et sensibles de Jérusalem-Est, le camp de réfugiés de Shu'fat, situé dans le faubourg de Shu'fat au nord de la vieille ville. Créé en 1965 pour accueillir des réfugiés de 1948 évacués du « camp de réfugiés » de Mu'askar, dans la vieille ville, puis ceux de 1967<sup>1</sup>, Shu'fat se trouve confronté aujourd'hui à des défis politiques et sociaux complexes. Comme à Silwan, quartier situé juste au sud et en dehors des murs d'enceinte de la vieille ville, la réalité quotidienne y est asphyxiante.

Ces deux quartiers représentent les secteurs les plus sensibles aux yeux des autorités d'occupation israéliennes. Très populaires, ils concentrent des populations denses : 65 000 pour Silwan et peut-être 80 000 pour Shu'fat. Personne ne sait vraiment combien d'habitants abrite ce dernier, dans une extrême exigüité... De quoi construire une stratégie et un discours répressifs qui se traduisent depuis de nombreuses années par des punitions collectives systématiques orchestrées par les autorités militaires et de sécurité et la municipalité israélienne qui administre illégalement Jérusalem-Est. Depuis des années, le camp étouffé, en proie à l'implosion.

Depuis le 7 octobre, les affrontements se multiplient dans le camp et plus particulièrement autour du checkpoint contrôlé par les soldats israéliens, unique passage pour accéder à Jérusalem ou rentrer dans le camp. Il cristallise les tensions et symbolise le sentiment d'humiliation et de déshumanisation ressenti par les habitants du camp, accentué depuis 2006 par l'érection du mur d'apartheid qui a séparé le camp de la ville sainte, Shu'fat et les zones environnantes se retrouvant du « côté Cisjordanie » de la barrière.

Chaque soir, depuis plus de quatre mois, est un nouvel épisode de violence. Sur les 800 jeunes arrêtés à Jérusalem

Pendant que l'armée d'occupation israélienne poursuit ses actes génocidaires à Gaza, une autre tragédie silencieuse et perverse se joue à Jérusalem-Est. Les autorités israéliennes ont trouvé, dans ce contexte de crise et de violence inouïe, l'occasion rêvée de poursuivre impunément et aveuglément l'occupation et la répression des quartiers palestiniens de Jérusalem-Est : accélération des démolitions et expulsions, multiplication des arrestations et restrictions de mouvement, récurrence des intimidations et humiliations, fermetures de commerces et de structures sociales et culturelles, tout y passe, dans le silence des médias occidentaux et l'ignorance de l'opinion publique.



Le 12 octobre 2022, environ 200 Palestiniens du camp de réfugiés de Shu'fat se sont rassemblés au poste de contrôle militaire situé juste à l'extérieur du camp pour protester contre le bouclage presque total imposé à ses résidents pour la troisième journée consécutive. (Photo : Anne Paq) <https://urlz.fr/pUgq>

depuis octobre dernier, 150 sont originaires du camp de Shu'fat : un lourd tribut qui illustre la pression exercée sur ce territoire. La plupart sont placés en détention administrative ou accusés de troubles à l'ordre public, pour justifier des arrestations arbitraires et prolongées.

**LES ARMES INVISIBLES DE L'OCCUPANT POUR BRISER LE CAMP.** Les punitions collectives sont monnaie courante à Shu'fat : elles sont conçues pour humilier, démoraliser, mais surtout pour diviser une population foncièrement soudée face à l'occupant israélien. Une stratégie de destruction mentale étudiée et préméditée.

À l'instar des camps de réfugiés de Cisjordanie en ébullition, la population se mobilise régulièrement contre le bouclage qui est l'arme favorite de l'occupant. Comme en octobre 2022 pour traquer Udai Tamimi<sup>2</sup>, responsable de la mort d'un soldat israélien au poste de contrôle quelques jours plus tôt. Ou contre l'état de siège ordonné en février 2023 par le ministre d'extrême-droite Itamar Ben Gvir, en réponse à un appel

à la désobéissance civile<sup>3</sup>. Mobilisations qui rappellent combien le camp de Shu'fat est à la pointe de la révolte.

En novembre, une centaine de policiers ont quadrillé le camp pour démolir la maison de Muhammad Zalbani, responsable d'une attaque au couteau. Puis en février dernier, l'armée israélienne organise à nouveau une expédition punitive, à la suite de la mort de deux colons à Kyriat Malakh, expédition soldée par la démolition de la maison du Palestinien Fadi Jamjoum.

En détruisant des maisons, l'occupant cherche à punir collectivement et à mettre au pas la population palestinienne, tentant de briser par la violence

1. Voir article sur le camp de Shu'fat dans le bulletin n° 19 du GT Réfugiés-AFPS. <https://urlz.fr/pV1n>

2. Sur le site de l'AFPS, «Le dernier combat d'Udai Tamimi», 20 octobre 2022, Yumna Patel & Faris Giacaman, *Mondoweiss*. <https://urlz.fr/pV1s>

3. «La guerre de Ben-Gvir contre Jérusalem a commencé», Mariam Barghouti et Yumna Patel, 18 février 2023, *Mondoweiss*, traduit par Charleroi pour la Palestine. <https://urlz.fr/pV25>

la forte solidarité qui existe entre les résidents qui se retrouvent pris entre le marteau des repréailles israéliennes et l'enclume du désespoir.

**UN CAMP DE RÉFUGIÉS FRAGILISÉ, MAIS QUI RÉSISTE.** Pourtant, les prix attractifs des logements ont poussé des centaines de familles palestiniennes de Jérusalem-Est à s'installer dans ce quartier, pour ne pas perdre la fameuse « bitaqa al zarqa » (carte bleue), autrement dit le permis de résident permanent de Jérusalem. Par ce processus lent mais progressivement visible, la structure sociologique du camp évolue, tout en préservant une majorité de réfugiés dans la population mais en aggravant leur précarité. Les habitants de Shu'fat sont confrontés à un accès limité aux services de la municipalité

de Jérusalem, à la surpopulation et à de mauvaises conditions de vie.

Contrairement aux autres quartiers de Jérusalem-Est, le camp de Shu'fat a historiquement été administré par l'Unrwa pour prendre en charge les 500 premières familles de réfugiés venues, entre autres, de Jaffa ou de Ramleh, d'abord installées au camp « non officiel » de Mu'askar. Écoles, centres de santé, clubs sportifs et commerces ont toujours été soutenus par l'agence onusienne. C'est la raison pour laquelle les « descentes » des autorités israéliennes dans les commerces pour sanctionner les propriétaires sont moins importantes que dans les autres secteurs de Jérusalem-Est.

Cependant, il est loin d'être un sanctuaire sûr. Les infrastructures de base (système d'égouts et d'eaux plu-

viales) construites par l'Unrwa dans les années 1980 sont rapidement devenues insuffisantes, souvent délabrées. L'accès à l'eau potable et à l'électricité est limité. Des maladies respiratoires et des infections intestinales spécifiques en découlent. Le chômage endémique plonge de nombreuses familles dans la pauvreté et la précarité. C'est dans ce cadre dégradé que les organisations humanitaires locales et internationales fournissent une aide cruciale, mais les besoins dépassent de loin les ressources disponibles.

Dans ce contexte explosif, les habitants du camp de Shu'fat continuent de lutter pour leur dignité et leurs droits fondamentaux, tout en étant les victimes des conséquences dévastatrices du système colonial israélien.

Sevda DEMIR

## LA COLONISATION EST UN CRIME DE GUERRE

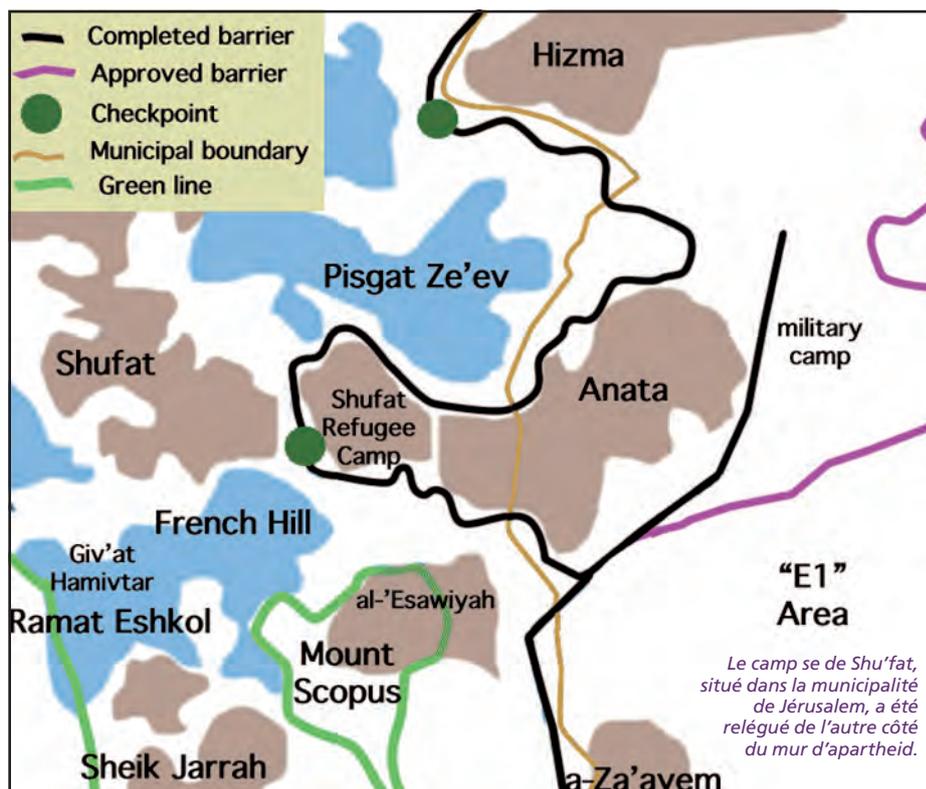
Le conseil de planification supérieur de l'administration civile israélienne en Cisjordanie a approuvé la construction de 3476 maisons supplémentaires dans les colonies existantes de Maale Adumim, Efrat et Kedar, à l'est et au sud de Jérusalem. Un total de 52 plans structurels pour construire 8 829 unités coloniales sur une superficie de 6 852 hectares est à l'étude.

Déjà, un rapport de Volker Türk<sup>1</sup>, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, publié début mars fait état de la construction de 24 300 logements israéliens en Cisjordanie occupée jusqu'en octobre 2023, dont 9 670 à Jérusalem-Est. Un rythme sans précédent depuis les accords d'Oslo en 1993. Et le nombre le plus élevé jamais enregistré depuis le recensement commencé en 2017 par l'ONU. Selon M. Türk, « l'établissement et l'expansion continue des colonies équivalent au transfert par Israël de sa propre population civile dans les territoires qu'il occupe, ce qui constitue un crime de guerre en vertu du droit international ».

Le cabinet de sécurité israélien a annoncé le 12 février qu'il allait légaliser neuf colonies en Cisjordanie. Sensible qu'il est aux pressions de ministres d'extrême-droite de Netanyahu comme Itamar Ben Gvir – qui appelle à « recoloniser » Gaza – et le suprémaciste juif Bezalel Smotrich – partisan de l'annexion de toute la Palestine.

1. ONU Info. <https://urlz.fr/pV4B>

Heba ZAGOUT,  
Jerusalem  
Is My City, 2023.  
60 x 92 cm



# DÉLÉGITIMER L'UNRWA POUR FAIRE DISPARAÎTRE LE «PROBLÈME» DES RÉFUGIÉS

« La concomitance est frappante, pour ne pas dire dérangeante. »<sup>1</sup> Le vendredi 26 janvier 2024, le jour même où la Cour internationale de justice (CIJ) ordonne à Israël cinq mesures conservatoires face à un « risque plausible de génocide » dans la bande de Gaza<sup>2</sup>, les USA annoncent la suspension de leur contribution financière à l'Unrwa, bientôt suivis par une quinzaine de pays<sup>3</sup>. Le motif ? La publication d'un document des services secrets israéliens accusant – sans preuve – douze employés de l'Office d'avoir pris part à l'assaut du Hamas en Israël le 7 octobre 2023.

**A**LORS QUE le Commissaire général de l'Unrwa Philippe Lazzarini a immédiatement suspendu les employés suspectés – dont un serait mort – et ouvert une enquête interne, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, annonce le 5 février la création d'un comité indépendant<sup>4</sup>, mené par l'ancienne ministre des Affaires étrangères française Catherine Colonna, chargé d'évaluer la « neutralité » de l'Unrwa et son fonctionnement.

Pourtant ces décisions ne freinent pas les allégations des autorités sionistes qui affirment que le Hamas utilise des écoles et des dispensaires de l'Office dans la bande de Gaza pour cacher des armes ou lancer des attaques contre ses soldats. Une « justification au préalable » pour cibler des installations qui abritent des dizaines de milliers de

Entrepôt de l'Unrwa à Rafah bombardé le 13 mars, un employé a été tué et 22 autres blessés.



personnes déplacées, dont la plupart sont des enfants et des femmes. Le 3 novembre, quatre écoles sont bombardées en 24 heures<sup>5</sup>. Le 24 janvier, treize personnes sont tuées et 75 blessées par un tir de char contre un bâtiment du centre de formation de Khan Younis qui en abrite 800<sup>6</sup>. Fin janvier, seuls quatre de ses dispensaires de santé (sur 22) restent opérationnels. Au moins 176 de ses collaborateurs ont été tués et plus d'un millier blessés... Et l'Office a interdiction d'acheminer l'aide humanitaire par le nord de la bande de Gaza.

Sans avancer la moindre preuve, le porte-parole du gouvernement Eylon Levy affirme que 10 % des 13 000 employés par l'Unrwa à Gaza « ont des liens avec le Hamas ou le Jihad islamique ». « Nous avons besoin d'autres agences des Nations unies et d'autres organisations humanitaires » à sa place, déclare Benyamin Nétanyahou le 31 janvier. Pour Israël Katz, ministre des Affaires étrangères, il faut « faire cesser » toutes les activités de l'Office qui

« perpétue le problème des réfugiés », « ne fera pas partie » de la solution après la guerre. Le reste de la classe politique fait chorus : le leader de l'opposition Yair Lapid juge le moment venu de « créer une option de rechange qui n'éduquera pas des générations de Palestiniens à la haine ».

Une telle surenchère, qui ne cesse pas depuis, n'est pas étrangère au fait que le jugement de la CIJ s'appuie, entre autres, sur des rapports établis par l'Unrwa<sup>7</sup>. Et n'est que la dernière en date d'une mise en cause qui dure depuis des décennies. Dès sa création, des campagnes de diffamation et de calomnies ciblent systématiquement l'Office et son personnel. Elles s'intensifient après les Accords

## L'UNRWA, C'EST QUOI ?

L'United Nations Relief and Work Agency (Unrwa) a été créée le 8 décembre 1949 par l'Assemblée générale de l'ONU, près d'un an après le vote de la résolution 194 (III) qui stipule le droit au retour des 750 000 Palestiniens chassés de leur pays ou déplacés dans celui-ci. Comme l'indique plus précisément son intitulé français – Office des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient –, c'est un organisme dédié spécifiquement à la protection des victimes de la Nakba, qui transmet ce statut à leurs descendants, « en attendant une solution juste et durable à leur situation ». Son mandat s'est étendu aux nouveaux « déplacés » par la guerre de juin 1967.

L'Unrwa est financé presque entièrement par des contributions volontaires des États. Sur un budget total de plus de 1 milliard de dollars en 2022, les fonds provenant de l'ONU ne s'élèvent qu'à 44,6 millions de dollars. Les cinq principaux donateurs sont, dans l'ordre, les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, la Suède et la Norvège. Figurent aussi notamment la Turquie, l'Arabie saoudite, le Japon et la Suisse. Prévu pour être un organisme temporaire, qui a commencé à fonctionner en mai 1950, son mandat est depuis reconduit tous les trois ans par l'AG de l'ONU, tant que les réfugiés palestiniens n'auront pas recouvré leurs droits.

1. « L'Unrwa, un témoin indésirable ? » Téléx du *Monde diplomatique*, le 2 février 2024. <https://urlz.fr/pYJm>

2. « Israël au banc des accusés, victoire du droit ! » AFPS, le 26 janvier. <https://urlz.fr/pYJp>

3. Dont le Canada, l'Australie, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne. La France qui n'a « pas prévu de versement au premier trimestre « décidera le moment venu de la conduite à tenir ». ... D'autres pays (Espagne, Irlande, Belgique, Slovaquie, Luxembourg et Norvège) maintiennent leur soutien financier à l'Unrwa, en attendant l'enquête sur les allégations d'Israël.

4. En collaboration avec trois centres de recherche européens, l'Institut Raoul Wallenberg en Suède, l'Institut Chr. Michelsen en Norvège, et l'Institut danois pour les droits humains. Son rapport final sera présenté le 20 avril et rendu public.

5. Sur le site de l'AFPS. <https://urlz.fr/pYJq>

6. ONU Info. <https://urlz.fr/pYJu>

7. La CIJ cite aussi les rapports de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations unies (OCHA), ainsi que les déclarations du secrétaire général adjoint aux questions humanitaires, Martin Griffiths.



11 janvier 2024. Des Palestiniens déplacés se sont réfugiés dans une école de l'Unrwa à Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza. (Photo Naaman Omar / APA)

d'Oslo qui, en 1993, renvoient à plus tard des dossiers cruciaux, dont la « question » des réfugiés.

**L'AFFAIRE DES MANUELS SCOLAIRES.** Depuis les années 2000, plus d'une douzaine d'analyses du contenu des livres scolaires utilisés par l'Unrwa comme par l'Autorité palestinienne ont été menées<sup>8</sup>. Mandatées par l'ONU, par le Département d'État US, ou par le Parlement européen, ces études sont réalisées tantôt par des organismes indépendants (l'Institut Georg Eckert en 2002 et en 2019-2021, le Conseil des Institutions Religieuses de Terre Sainte en 2009, le Centre de Recherche et d'Information Israël/Palestine en 2002-2004), tantôt par des lobbies pro-israéliens (Centre pour le suivi de l'impact de la paix en 2000, Palestinian Media Watch en 2007, IMPACT-se Institute for Monitoring Peace and Cultural Tolerance in School Education en 2011 et 2021), voire par le ministère israélien de la Défense lui-même, en 2006. Elles se concentrent sur la recherche d'incitation à la violence dans les programmes scolaires palestiniens, accusés de diffuser la « haine d'Israël », « l'antisémitisme » et de « faire l'apologie du terrorisme ».

En 2021, Olivér Várhelyi<sup>9</sup> entrave l'aide financière de la Commission européenne à l'Autorité palestinienne, y compris les fonds destinés aux soins de santé, sur la base d'un rapport qui souligne que des manuels utilisent le terme « occupation sioniste ». La même année, le Parlement européen condamne l'Unrwa sur la base d'une enquête du lobby sioniste Center for Near-East Policy Research et d'un rapport de IMPACT-se marqué, selon l'Institut Georg Eckart, « par des conclusions généralisées et exagérées basées sur des

lacunes méthodologique ». En mai 2023, la loi sur la Paix et la Tolérance dans l'éducation palestinienne est réintroduite au Congrès des USA pour superviser le matériel éducatif de l'AP et de l'Unrwa. Ce ne sont là que quelques exemples.

« Ces rapports assimilent des contenus traitant de l'identité nationale, du patrimoine et des valeurs collectives du peuple palestinien, à de l'incitation à la haine raciale et à la violence. Ceci est utilisé comme "preuve" que le matériel éducatif palestinien viole les normes de l'Unesco, et convainc les donateurs de conditionner leur financement à des changements de programme (...). Les acteurs du système éducatif palestinien doivent choisir entre la dénationalisation ou l'affaiblissement financier » dénonce le Badil Resource Center<sup>10</sup>.

**OFFENSIVES POLITIQUES.** En juin 2018, Jared Kushner, gendre et conseiller de Donald Trump alors président des USA, tente de persuader le roi Abdallah de Jordanie de retirer le statut de réfugié aux deux millions de Palestiniens vivant dans le pays. Pour leur ôter tout espoir de revenir un jour sur leur terre. En vain.

En septembre 2018, sous l'administration Trump, Washington, son principal bailleur de fonds (360 millions de dollars, environ 30 % de son budget), stoppe sa contribution à l'Unrwa, déjà réduite à 60 millions de dollars depuis janvier<sup>11</sup>. Alors que l'organisation affronte déjà un déficit de 538 millions de dollars. Décision dévastatrice, qui ne peut être totalement compensée par d'autres États donateurs et contraint l'Office à réduire son personnel et ses services aux réfugiés.

Et lorsque l'administration Biden reprend le financement, en avril 2021, une condition reste largement confidentielle : l'Unrwa doit accepter un plan de deux ans, le Cadre de coopération (*voir encadré*). Son point le plus important oblige l'Office à s'assurer qu'aucune aide n'atteindra un réfugié palestinien ayant reçu une formation militaire ou « s'étant livré à un acte de terrorisme ». En concluant cet accord, estime Badil, « l'Unrwa s'est transformée d'une agence humanitaire qui fournit une assistance et des secours aux réfugiés palestiniens, en une agence de sécurité faisant avancer les objectifs politiques et répressifs des États-Unis, et finalement d'Israël »<sup>12 et 13</sup>.

**ET ATTAQUES PERSONNELLES.** Entre temps, le diplomate suisse Pierre Krähenbühl, commissaire général de l'Unrwa depuis 2014, est contraint à la démission en 2019. Fin 2018, il est la cible d'une campagne de déstabilisation l'accusant de mauvaise gestion et d'abus de pouvoir, de conflit d'intérêts, de relation sentimentale avec sa conseillère... L'investigation ouverte par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU (OIOS) dure huit mois<sup>14</sup>. C'est que Krähenbühl, reconverti en collec-

#### CADRE DE COOPÉRATION 2021-2022 ENTRE L'UNRWA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

« Ce cadre ne constitue pas un accord international et ne crée aucune obligation juridiquement contraignante entre les participants en vertu des lois internationales ou nationales. [...] Les États-Unis et l'Unrwa partagent les mêmes préoccupations concernant la menace du terrorisme, y compris dans le contexte de l'engagement ferme des Nations Unies à lutter contre le terrorisme. [...] La section 301(c) [de la loi étatsunienne sur l'assistance étrangère de 1961, telle que modifiée sur les contributions américaines pour l'Unrwa] prévoit qu'« aucune contribution des États-Unis ne sera versée à [l'Unrwa] à moins que [l'Unrwa] ne prenne toutes les mesures possibles pour garantir qu'aucune partie de la contribution des États-Unis ne sera utilisée pour fournir une assistance à un réfugié qui reçoit une formation militaire en tant que membre de la soi-disant Armée de libération de la Palestine ou de toute autre organisation de type guérilla ou qui s'est engagé dans un acte de terrorisme ». »

S'ensuivent une série d'exigences portant sur la fréquence des rapports d'activité que l'Office devra fournir, en particulier sur son contrôle du contenu des livres utilisés dans les écoles qu'elle administre. *Texte complet ici* : <https://urlz.fr/pYLW>

teur de fonds, multiplie voyages et réunions, mobilise son bureau exécutif et sauve l'Unrwa du naufrage en réunissant *in extremis* les fonds nécessaires à l'ouverture, à la rentrée 2018, des 700 écoles et centres de formation professionnelle que gère l'Office.

Avant cela, confronté aux frappes aériennes, pilonnages d'artillerie et raids de blindés sur la bande de Gaza durant cinquante jours en juillet et août 2014, Krähenbühl s'indigne à de multiples reprises. Plusieurs centaines d'écoles et de crèches, pourtant signalées à l'armée et identifiées par le drapeau bleu de l'ONU, sont détruites ou endommagées. « Nous avons dû loger dans 90 écoles 1,5 million de personnes – l'équivalent de la population de Genève – qui fuyaient les bombardements (...), des violations inacceptables du droit international humanitaire ».

Le 22 mai 2019, en vidéoconférence depuis Gaza devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Pierre Krähenbühl ose dénoncer les ravages des tirs à balles réelles des soldats chargés de réprimer les « marches du retour ». En 2018, cette stratégie fait 255 morts et plus de 7 000 blessés, dont de nombreux amputés ou invalides, parmi les manifestants palestiniens. Face à lui, Jason Greenblatt, représentant de Donald Trump, explique que « le modèle économique de l'Unrwa, lié à une communauté de bénéficiaires en croissance exponentielle, est en crise permanente », que « des liens étroits existent entre le Hamas et les employés de l'Unrwa » dont certains locaux sont transformés en « infrastructures de terreur ». Avant de conclure : « Le mandat de l'Unrwa doit prendre fin. »

**DISSOUDRE LES RÉFUGIÉS.** Les accusations mensongères et les propos diffamatoires répétés n'éclipsent plus la véritable raison de la volonté des sionistes et de leurs alliés d'éliminer l'Unrwa qui incarne la permanence du problème des réfugiés palestiniens, de leur droit au retour et à des réparations financières. Faire disparaître l'Unrwa pour effacer les réfugiés et les conditions dans lesquelles Israël a été créé. Ou les dissoudre dans la foule des millions de réfugiés créés partout sur la planète par le système impérialiste et colonial. Ce que recommande Herzl Halevi, chef d'état-major de l'armée israélienne, qui étudie son remplacement par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)<sup>15</sup>.

En confirmant la poursuite de sa contribution financière et en lançant un appel aux donateurs, le gouvernement norvégien rappelle le caractère « vital » de l'aide fournie par l'Unrwa à la population palestinienne. L'Office est aussi le seul organisme que ses structures et compétences logistiques rendent incontournable pour l'acheminement de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

Début avril, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Australie et la France promettent la reprise de son financement, après la Suède et le Canada début mars.

Car les États qui persistent à suspendre leurs versements, ignorant les recommandations de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme<sup>16</sup> (adressées au gouvernement français le 28 mars) et la mise en garde de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires pales-

« Vertigineux. Le nombre d'enfants présumés tués en seulement quatre mois à Gaza est plus élevé que le nombre d'enfants tués en quatre ans dans l'ensemble des conflits à travers le monde. » Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Unrwa, fait référence, dans un message sur X le 12 février, aux chiffres des Nations unies, selon lesquels 12 193 enfants ont été tués dans des conflits dans le monde entre 2019 et 2022. Il les compare aux rapports du ministère de la Santé de la bande de Gaza qui font état de plus de 12 300 enfants morts sur le territoire palestinien entre octobre et février. Et plus de 17 000 enfants séparés de leurs parents. « Cette guerre est une guerre contre les enfants, a-t-il dénoncé. Une guerre contre leur enfance et leur avenir. »

teniens occupés (document présenté le 26 mars à Genève), en « punissant collectivement des millions de Palestiniens, (...) violent ainsi très probablement les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention sur le génocide... »

C'est effectivement aux États, qui s'y sont engagés il y a soixante-quinze ans, de pérenniser sans condition leurs contributions au budget de l'Unrwa, organisme dédié spécifiquement à la protection des victimes de la Nakba de 1948 et leurs descendants, étendue aux « déplacés » par la guerre de juin 1967, « en attendant une solution juste et durable à leur situation ». Sachant que l'Office opère également en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est où il est menacé, ainsi qu'au Liban, en Jordanie et en Syrie, ses services (éducation, santé, certaines infrastructures des camps, aide d'urgence...) bénéficiant à 5,9 millions de Palestiniens enregistrés et employant environ 30 000 salariés.

**Cécile RENAULT**



Parmi les participants à un rassemblement devant le siège de l'Unrwa à Jérusalem le 20 mars dernier pour exiger le « démantèlement » de l'Office, plusieurs ont manifesté ces dernières semaines aux points de passage entre Israël et Gaza pour dénoncer l'entrée de convois humanitaires dans la bande de Gaza, ainsi qu'à la sortie du port d'Ashdod, à une trentaine de kilomètres au nord de Gaza, où le ministre des finances d'Israël, Bezalel Smotrich, a fait bloquer mi-février 1 049 conteneurs d'aide alimentaire. (Photo Ahmad Gharabli)

8. Wikipedia. <https://urlz.fr/pYLt>

9. Ancien diplomate du gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orbán.

10. <https://urlz.fr/pYLu>

11. Isabelle Avran, *Le Monde diplomatique*, « Pourquoi les États-Unis cessent-ils de financer l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens ? » <https://urlz.fr/pYLV>

12. Ramzy Baroud, *Chronique de Palestine*, 7 mai 2022. <https://urlz.fr/pYLY>

13. Badil, le 27 septembre 2021. <https://www.badil.org/press-releases/12248.html>

14. Krähenbühl est finalement blanchi, mais le rapport de l'OIOS n'a jamais été publié. Il est depuis avril 2024 directeur général du Comité international de la Croix-rouge (CICR).

15. Middle East Eye, le 7 février 2024. <https://urlz.fr/pYLA>

16. <https://urlz.fr/q8Ub>

Munther Amira a été arrêté pour la dixième fois dans la nuit du 18 décembre dans des conditions extrêmement violentes, chez lui, dans le camp de réfugiés d'Aïda. Interrogé dans la colonie illégale de Gush Etzion, au sud de Bethléem, puis placé en détention administrative, il a été libéré le 29 février, amaigri, pour faire de la place dans les prisons surpeuplées. Depuis, il témoigne et en raconte l'horreur<sup>1</sup>.



*Dans une pièce où est enfermé Mohammad, 14 ans, un soldat sort un couteau de son sac. Peut-être veut-il le libérer de ses liens ? Mais le soldat l'attrape par son tee-shirt, sur lequel figure une carte de la Palestine aux couleurs du drapeau, le tire à lui avant de couper le tee-shirt en deux alors qu'il le porte encore...*

## CAMP DE AÏDA. UNE ARRESTATION « ORDINAIRE »

CISJORDANIE occupée, lundi 18 décembre 2023, une quinzaine de personnes sont entassées dans le salon de Laila al Waraa, dans le camp d'Aïda, à Bethléem. La petite pièce est habituée aux grands rassemblements, mais cette fois c'est différent. Il est cinq heures du matin et tout le monde essaie de reconstituer ce qui s'est passé quelques heures auparavant.

Vers trois heures, l'armée israélienne fait irruption, bruyamment et sans avertissement, dans la maison de Laila où dorment aussi sa petite-fille et son fils. « Les soldats ont ouvert la porte de ma chambre à coups de pied ; la première chose que j'ai vue, c'est une lumière vive sur mon visage, se souvient celui-ci. Ils m'ont demandé mon nom, j'ai dit Kareem. Ils m'ont arraché du lit, poussé contre le placard et m'ont attaché les mains derrière le dos. »

Ruwaïda et sa grand-mère sont au salon sous la menace de l'arme d'un soldat, trois font les cent pas dans la maison et les cinq autres se pressent dans la chambre de Kareem. Un soldat le frappe à la poitrine. « À chaque question qu'il posait, il me frappait, se souvient-il. – Où est votre carte d'identité ? – Dans la voiture. Il me frappe. J'ai pensé que j'avais un [permis israélien] dans mon portefeuille, le soldat ne l'a pas trouvé. Il se met en colère. Il me frappe... » L'échange brutal dure une dizaine de minutes avant que les soldats ne poussent Kareem à travers le jardin vers la maison de son frère, Munther Amira. « Ma tête a heurté un pilier. Je me suis évanoui. Je ne me souviens pas vraiment d'être arrivé chez lui. Honnêtement, j'avais peur. S'ils m'ont fait ça, qu'est-ce qu'ils vont faire à Munther ? »

L'armée israélienne mène une campagne d'arrestations massives dans

toute la Cisjordanie occupée, ciblant en particulier les militants et dirigeants palestiniens les plus en vue. Ils ont arrêté 4 575 Palestiniens entre le 7 octobre et la mi-décembre, selon la Commission des détenus et des ex-détenus. Dont Anas Abu Srour, directeur du Youth center du camp d'Aïda le 28 novembre, placé en détention administrative.

Munther Amira est connu dans toute la Palestine pour son militantisme non violent contre l'occupation israélienne ; il travaille avec le Comité de coordination de la résistance populaire (PSCC), et il est président du conseil d'administration du Centre de la jeunesse dans le camp de réfugiés. Au fur et à mesure que les arrestations se multiplient, l'appréhension de sa famille grandit, sachant qu'Israël a déjà ciblé Munther pour son militantisme et qu'il est probable qu'il le fasse à nouveau.

### NE PAS CRAINDRE LES SOLDATS.

Lorsque les militaires atteignent la porte de Munther, ils abandonnent Kareem inconscient et utilisent un pied-de-biche pour entrer par effraction. À l'intérieur, ils ligotent ses deux fils, âgés de 14 et 22 ans, les enferment, prennent des photos de chaque pièce, en terminant par la chambre de Yumna. « Ma mère a crié : Qu'est-ce que vous lui voulez ? C'est ma fille, éloignez-vous d'elle » se souvient-elle.

« Les soldats ont pris mon père, lui ont attaché les mains, l'ont mis sur le sol entre la cuisine et le salon et ont commencé à lui frapper les jambes avec leurs fusils. Quand je l'ai vu dans cet état, j'étais folle de rage. J'ai poussé les soldats, j'ai couru vers lui et je l'ai serré dans mes bras ». L'un d'entre eux la saisit brutalement et la jette dans sa chambre, avec sa mère Sanaa<sup>2</sup>.

« Ils n'arrêtaient pas de me dire de me taire et de me parler en hébreu, déclare-t-elle, alors je leur ai dit d'arrêter de me parler en hébreu, de me parler en arabe. Un soldat a marché vers moi, mis son visage presque contre ma tête ». Il a pointé son arme sur elle en lui intimant de se taire. Yumna insiste sur le fait qu'elle n'a pas peur des soldats « parce qu'ils ne sont pas effrayants. C'est ce que mon père m'a appris. »

Les soldats sortent avec Munther sans l'autoriser à prendre une veste ni aucun de ses médicaments. Dans la rue, ils le forcent à se mettre sur ses genoux abîmés, les yeux bandés et les mains attachées, dans le froid, pendant qu'ils terrorisent d'autres maisons du camp. « Il lui est difficile de s'asseoir compte tenu de ses blessures, déclare sa sœur Seham. Ils se sont énervés et l'ont battu, frappant ses jambes avec la crosse de leurs fusils, comme s'ils savaient qu'il a des problèmes aux jambes. »

Au milieu du chaos, Yumna détache ses frères pendant que sa mère, infirmière, évalue l'état de Kareem. Une ambulance arrive rapidement mais l'armée lui interdit l'accès au camp, il faut plus d'une heure avant qu'il soit emmené à l'hôpital.

Vers 4 heures 30, les soldats se retirent, emmenant Munther. Par sa fenêtre, « je lui ai dit que je l'aimais et il m'a répondu de ne pas avoir peur et m'a dit qu'il m'aimait, raconte Yumna. Sa voix semblait correcte, ce qui m'a rassurée. »

**D'après Yumna PATEL  
Mondoweiss<sup>2</sup>**

1. Communiqué de l'AFPS, « Prisonnier politique palestinien, Munther Amira revenu de l'enfer ». <https://urlz.fr/q67L>

2. 20 décembre 2023. Traduit sur le site de l'AFPS. <https://urlz.fr/q67T>